



## La marée noire continue de s'étendre dans le golfe : Obama est-il impuissant face à BP ?

Par [Shamus Cooke](#)

Mondialisation.ca, 15 juin 2010

15 juin 2010

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Environnement](#), [Pétrole, Gaz de schiste](#), [Énergie](#), [Transnationales](#)

Après que BP ait placé avec succès un couvercle pour récupérer une partie du jet de pétrole dans des bateaux-réservoirs, des milliers de litres continuent de se déverser dans le golfe. Aucune solution permanente ne serait apportée avant le mois d'août. BP reste seule à s'occuper de la catastrophe environnementale probablement la plus grave de toute l'histoire de la terre, un fait qui prouve – de façon incontestable – que les corporations contrôlent les rouages intérieurs du gouvernement étasunien, une vérité déjà mise en évidence lors du renflouement des banques.

Plus d'un écosystème géant sera peut-être détruit par BP, et le président des États-Unis se contente, tristement, de prendre la parole sur « un ton sérieux », le ton des conférences s'ajustant quotidiennement aux réactions des instituts de sondage.

Quand les sondages révélèrent qu'Obama ne prenait pas suffisamment la marée noire au sérieux, il apparut « outré » lors de son apparition suivante à la télévision. Pourtant son apathie persistante ne concorde pas avec son émotivité récente et grandissante ; son inaction ne concorde pas plus avec le sérieux de la situation.

En effet, Obama continue de permettre à BP de mentir au sujet de la gravité de la marée noire, même quand de nombreux scientifiques indépendants remettent en question les estimations du désastre faites par BP. Bien sûr, Obama savait que BP avait tout intérêt à mentir, tandis qu'Obama a ses propres raisons de laisser –et de continuer à laisser- BP mentir.

Une des raisons pour lesquelles Obama ne défie pas BP est qu'il est sur leurs fiches de paie. L'agence Reuters explique, dans ses nouvelles : « Pendant sa période au Sénat et sa course à la présidence, Obama reçut une contribution totale de 77.051 dollars du géant pétrolier et c'est le premier bénéficiaire de BP PAC et de rétributions personnelles sur les 20 dernières années, selon les révélations de dossiers financiers.» (5 Mai 2010)

En juillet, BP se prépare à donner à ses actionnaires plusieurs milliards de dollars de dividendes –adoucissant de beaucoup la colère d'Obama- et dans le même temps BP persiste à rester prudente quant à son entière responsabilité dans la marée noire.

Les conséquences sont tristement prévisibles : beaucoup des effets de la marée seront permanents, tandis que le nettoyage et le retour à la normale s'étaleront sur des dizaines d'années, entraînant la probable extinction de certaines espèces ainsi que la perte de milliards, voire de trillions, de dollars US sur le long terme.

BP se rendra d'elle-même aux tribunaux, une entité d'élites bien plus favorable aux méga-corporations qu'aux millions de travailleurs étasuniens demandant réparation. Ajoutez à cette équation les meilleurs avocats de BP, et une certaine forme d'arrangement se devine – dans plusieurs années- arrangement qui ne dédommagera qu'une fraction minime du désastre produit.

Cette prédiction était tout à fait confirmée dans les médias principaux, par Curt Anderson d'Associated Press :

« Plus de la moitié des juges fédéraux dans les districts concernés par les procès en cours, dans la marée noire du golfe, ont des relations financières avec l'industrie du gaz et du pétrole, compliquant la tâche de trouver des juges indemnes de conflits d'intérêt pour instruire les cas... » (6 juin 2010).

En plus de ces liens financiers empêchant de tenir BP pour responsable, Il existe un code moral plus profond interdisant au gouvernement de se mêler des affaires privées des corporations, qu'importe l'énormité des dommages causés à la population. Au sommet de ce code de déontologie des corporations se trouvent les droits de propriété, sacralisés, ce qui veut dire que les grosses entreprises exercent une suprématie totale – dépassant le contrôle de n'importe quel gouvernement – et peuvent faire ce qu'elles veulent avec leur richesse et leurs moyens énormes, où et quand elles le veulent.

Pour le gouvernement étasunien, ce droit surpasse les droits de l'homme, les droits de l'environnement, etc. Les droits de propriété sont insérés dans chaque accord de libre-échange signé par le gouvernement, de sorte que les investissements des sociétés, outre-mer, sont parfaitement protégés, empêchant les nations étrangères d'utiliser les équipements des sociétés étasuniennes pour les besoins sociaux de leurs populations. Bien que BP soit une entreprise britannique, les règles de ce code sont mutuelles et globales.

De nos jours, la plus petite fissure, dans le code des droits de propriété des sociétés s'appelle «communisme» – une accusation lancée par la Droite à Obama après la nationalisation partielle de General Motors et d'autres institutions en réponse à la crise économique. Et bien qu'Obama fit intrusion dans le sanctuaire des droits de la propriété aux pires moments de la crise financière, c'était avec l'assentiment global des plus grandes firmes – voyant cette intrusion comme un mal nécessaire à court terme – de façon à sauver les avoirs des riches, tout en utilisant l'argent des taxes publiques pour renflouer les compagnies avant leur restitution aux actionnaires.

D'un autre côté, l'urgence dans le golfe du Mexique est considérée par l'élite privée comme une crise moins grave, et attend du gouvernement qu'il ne crée pas un nouveau précédent démontrant la nécessité d'une prise en charge publique.

La réticence d'Obama à écarter BP et à prendre en main, lui et son gouvernement, les opérations, fait de lui un complice du désastre environnemental.

Par exemple, pour que BP puisse rester à la barre, Obama les a parés d'une crédibilité professionnelle pourtant inexistante – « ils ont l'expertise et la technologie, » etc. Les activités de BP, avant l'explosion, démontrent une négligence criminelle. Les déclarations du CEO de BP depuis le drame prouvent sans équivoque que l'entreprise ne voit dans ce désastre qu'un simple incident, qui doit être pris en charge à leur convenance.

En outre, chaque apparition publique d'un responsable de BP ou d'un porte-parole ne sert qu'à minimiser la catastrophe, laissant entendre qu'une réaction plus mesurée convient tout autant. En effet, comme pour toute société basée sur le profit, les décisions de BP restent motivées par le souci qu'ils se font pour leurs actionnaires, dont la seule motivation est le profit. En pratique, cela veut dire que les ressources consacrées à la prise en charge de la marée sont moindres que ce qu'elles pourraient être, si la situation était différente, puisque des coûts de nettoyage plus élevés équivalent à moins de profits. Une des meilleures preuves de tout ça est mentionnée dans le New York Times, qui citait un scientifique travaillant pour le Flow Rate Technical Group, une équipe de scientifiques essayant de mesurer avec précision le débit de pétrole éjecté dans le Golfe :

« Cela saute aux yeux que BP se joue de nous, vraisemblablement sous les conseils de leur équipe juridique, » dit le Dr. Leifer. « Cela fait six semaines que cela se répand dans le Golfe, et toujours pas d'estimations. » (7 Juin 2010)

Des officiels gouvernementaux locaux de Floride sont également choqués par l'absence de réactions de BP pour prévenir l'arrivée de pétrole sur leurs plages, tout en étant tout aussi inactif pour nettoyer les plages déjà souillées.

Le procureur général de Floride s'est plaint :

« Je suis choqué...pourquoi attend-t-on si longtemps pour faire ça ? Pourquoi les gardes-côtes, Obama, BP attendent-ils ? Ils ont vu ce qui arrive, en ce moment, alors pourquoi ne faisons-nous rien ? » (Bloomberg, 7 Juin 2010).

La foi religieuse d'Obama envers BP pour s'occuper consciencieusement de la marée noire - alors qu'elle n'avait en premier lieu aucun plan d'urgence pour s'occuper d'une telle catastrophe - frise la folie. Mais cette logique est raisonnable, vu des corporations, qui prêchent que c'est rationnel tant que le profit est protégé.

Dans un monde sain, les responsables de BP devraient faire face à de graves accusations pour crime, et les milliards de profits qu'ils ont gagnés l'année précédente seraient confisqués pour rembourser le nettoyage. L'infrastructure de BP serait réquisitionnée par le gouvernement US, qui s'assurerait que le travail soit correctement réalisé, dans les temps, et de façon publique, par opposition au bouclier d'opacité corporatiste protégeant actuellement BP.

L'ultime leçon de cette catastrophe économique et environnementale est qu'Obama n'est pas du tout crédible dans sa confrontation avec les intérêts des corporations. Au contraire, il permet à ces dernières de se défilier en se plaçant au-dessus de l'intérêt public, de sorte que de tels désastres se produiront encore.

Article original en anglais : [The Gulf Spill Continues: Is Obama Powerless Against BP?](#), publié le 9 juin 2010.

Traduction : Pascal Sacré pour [Mondialisation.ca](#)

Shamus Cooke est travailleur social, syndicaliste, et rédacteur pour Workers Action ([www.workerscompass.org](#)). Vous pouvez lui écrire à ce courriel : [shamuscooke@gmail.com](mailto:shamuscooke@gmail.com)

Articles Par : [Shamus Cooke](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)